

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, il me faudrait vérifier ces allégations. Je n'en sais absolument rien.

DEMANDE DE DÉPÔT DE LA CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE
AVEC M. GALLANT AU SUJET DES PRÉTENDUES OFFRES
D'EMPLOYÉS DE STATISTIQUE CANADA RELATIVE À LA VENTE
DE RENSEIGNEMENTS

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire, que j'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines a trait surtout à sa dernière réponse. Comme la Chambre l'a appris par les media, le président de la Commission de la capitale nationale à l'époque, le distingué fonctionnaire M. Gallant, a soulevé la question auprès d'un haut fonctionnaire. Je m'étonnerais qu'il ait écrit une lettre, et pris contract comme il est sensé l'avoir fait, sans fondement. Je dis cela surtout parce que la communication, comme on l'a prétendu dans les informations, aurait bouleversé M^{me} Ostry, alors responsable. La communication venant d'un fonctionnaire aussi important, haut placé et prestigieux que M. Edgar Gallant, je me demande si le ministre, qui depuis que la nouvelle est sortie, a dû prendre le temps d'interroger M. Gallant, peut nous dire exactement ce que ce dernier a dit, en supposant que cette enquête ait eu lieu. En outre, le ministre est-il en mesure aujourd'hui, et s'il ne l'est pas, pourrait-il s'arranger pour l'être—de déposer la correspondance échangée entre l'ancien président de la Commission de la capitale nationale, M. Gallant, et M. Gordon Robertson? Aurait-il l'obligance de faire cela?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je vais me renseigner. J'ignore quelles sont les circonstances de cette affaire. Il est possible que j'aie été au courant mais, pour l'instant, je n'en suis pas sûr, et j'aimerais me rafraîchir la mémoire.

M. Baker (Grenville-Carleton): Ma question supplémentaire monsieur l'Orateur, découle de la réponse qu'a donnée le ministre, aujourd'hui à ma question et à celle du député de Central Nova. Est-ce à dire que le ministre, après tout ce qu'ont publié les journaux à ce sujet, et le fait que le distingué M. Gallant ait été mêlé à cette affaire, que le ministre, dis-je, n'est même pas en mesure de réponse à la question toute simple que je lui ai posée sur les détails de cette affaire? Est-ce bien là ce que nous donne à entendre le ministre aujourd'hui?

● (1420)

M. Danson: C'est lundi, monsieur l'Orateur, et j'ai eu une bien pénible fin de semaine.

Des voix: Oh, oh!

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, je me réjouis qu'en l'occurrence, le ministre se rende compte que c'est aujourd'hui lundi.

Des voix: Bravo!

Questions orales

M. Baker (Grenville-Carleton): J'espère qu'il se rend compte aussi que cela nuit sérieusement à Statistique Canada et aussi à la réputation de certains distingués fonctionnaires de la Fonction publique du Canada. Comme c'est aujourd'hui lundi et que le ministre a été prévenu, s'engagerait-il à vérifier les faits ce soir et à répondre à mes questions mardi ou mercredi? Je me satisferais de cet engagement.

M. Danson: Oui, monsieur l'Orateur. C'est au fond ce que j'avais répondu au député de Central Nova, que j'allais me renseigner et fournir demain les renseignements à la Chambre.

* * *

LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

LES ALLÉGATIONS CONTRE LE DÉPUTÉ DE CALGARY-SUD AU
SUJET DE TRANSACTIONS AVEC LES APPROVISIONNEMENTS ET
SERVICES

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Approvisionnement et Services, j'adresserai ma question au ministre suppléant ou au premier ministre. Le député de Calgary-Sud ayant, selon des révélations récentes, obtenu des contrats du gouvernement fédéral, par l'intermédiaire du ministère des Approvisionnement et Services, le dernier, que le député avoue avoir personnellement négocié, datant de janvier 1975, le ministre suppléant ou le premier ministre pourraient-ils nous dire si les fonctionnaires du ministère des Approvisionnement et Services étaient au courant des répercussions que pouvait avoir la négociation avec un député d'un contrat mettant en jeu des fonds fédéraux? Si oui, ces fonctionnaires ont-ils signalé la chose au ministre et dans ce cas quelles dispositions le ministre a-t-il prises? Maintenant que le ministre est bel et bien au courant de la situation, qu'a-t-il l'intention de faire à ce propos?

M. Rod Blaker (secrétaire parlementaire du ministre des Approvisionnement et Services): Monsieur l'Orateur, j'ignore si le député se contentera d'une réponse du secrétaire parlementaire du ministre, suite à la discussion de vendredi. Si oui, je prendrai avis de la question. Je voudrais ensuite faire remarquer que le député a, paraît-il, discuté de l'affaire avec l'Orateur et avec le légiste parlementaire, ce qui est, je dois le dire, tout à son honneur.

Des voix: Bravo!

M. Blaker: Je poursuivrai cependant l'examen de l'affaire avec le ministre.

LES ALLÉGATIONS CONTRE LE DÉPUTÉ DE CALGARY-SUD—
DEMANDE DE RENVOI AU COMITÉ

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au leader du gouvernement à la Chambre, mais je ne le vois pas ici. Le premier ministre peut-être me répondre. Étant donné que le gouvernement doit connaître tous les détails de cette affaire et que le député de Calgary-Sud a mis publiquement Votre Honneur en cause en laissant entendre que vous lui aviez donné feu vert pour...